



## Conseil communal Schuttrange

### Séance du Conseil Communal du 27.11.2019

#### Présents :

Le Bourgmestre Jean- Paul JOST (Schëtter Bierger)  
les échevins Claude Marson (LSAP) et Serge Thein (Schëtter Bierger)  
et les conseillers Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger), Vic BACK (Schëtter-  
Bierger), Serge EICHER (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng), Jean-Pierre KAUFFMANN (DP),  
Liliane RIES-LEYDER (DP), Nicolas WELSCH (DP)

Le secrétaire communal Alain DOHN

#### Excusé : Gilles ALTMANN (CSV)

Le Bourgmestre Jean Paul JOST (Schëtter Bieger) salue les conseillers présents, la Presse et les administré(e)s présents pour cette 13<sup>e</sup> séance de 2019.

Au début, le Bourgmestre fait un compte rendu à propos des thèmes/ et des dates suivantes :

- 09.11.2019 Journée Intergénérationnelle
- 10.11.2019 Stamminet
- 11.11.2019 Séance plénière du Pacte Climat Luxembourg
- 12.11.2019 Rencontre du CIS Niederaanven-Schuttrange concernant la convention prévue avec le CGDIS
- 13/11/2019 Comité de pilotage du plan d'intégration communal
- 14/11/2019 Café des langues
- 19/11/2019 Atelier avec la commission d'intégration dans le cadre du plan d'intégration communal (s. u.)
- 20/11/2019 Séance de travail avec le Conseil communal concernant l'organisation du concours urbanistique
- 26/11/2019 Atelier Green Events
- 01/12/2019 « Faire Kaffi » (café Fairtrade)
- 03/12/2019 Remise de diplôme des cours de premiers secours
- 04/12/2019 Séance de travail avec le Conseil communal relative au cahier des charges du concours urbanistique
- 06/12/2019 St. Nicolas
- 06/12/2019 Inauguration de l'exposition des petits animaux

- 11/12/2019 Séance du Conseil communal portant sur le budget (s. u.)
- Les dates des séances du Conseil communal pour l'année 2020 seront communiquées début décembre
- Engagement d'un chômeur à long terme au 01/12/2019 avec poste de travail auprès des ouvriers communaux ; poste dont le salaire est pris en charge par l'Etat.

L'échevin Claude MARSON (LSAP) complète les points suivants :

– Participation à la séance plénière du Klimabündnis Lëtzebuerg (Pacte Climat Luxembourg), le 11.11.2019, lors de laquelle 26 des 40 communes membres actuelles et les 2 ONG étaient présentes en tant qu'électeurs. Une résolution à propos de la crise climatique a été adoptée (avec une voix contre) de même que le budget rectifié 2017, adopté à l'unanimité avec un léger déficit pouvant être compensé avec des fonds propres de la réserve, le plan d'activités et le budget 2020. Les 8 candidats pour le renouvellement de la Cellule de Coordination ont été élus à l'unanimité.

– Participation à la séance du conseil d'administration de l'Office Régional du Tourisme (ORT).

En dehors des affaires relatives aux ressources humaines, les projets clôturés en 2019 ont été présentés et les contributions pour 2020 déterminées, qui restent inchangées avec 3 euros par habitant.

– Participation à l'événement « Green Events » le 15.11.2019. L'objectif de cette séance d'information, bien fréquentée avec 55 participants des différentes associations des communes de Schuttrange et Niederanven était l'organisation d'événements écologiques durables avec moins de répercussions nocives à l'environnement.

L'échevin Serge THEIN (Schëtter Bierger) ajoute :

– La participation à la réunion du syndicat SICEC, gérant le crématorium de Hamm, le 13.11.2019. Au cours de la séance publique, les contributions inchangées pour 2020 des communes membres ont été adaptées à l'unanimité ainsi que les comptes clôturés de 2017, le budget rectifié de 2019 et le budget de 2020. En outre, des affaires relatives aux ressources humaines ont été traitées.

Le conseiller Vic BACK (Schëtter Bierger) d'ajouter :

– Participation à la séance de la Commission de surveillance du CIPA Niederanven le 18.11.2019. Les 5 communes membres étaient toutes représentées. Sur la liste d'attente des demandes d'admission, 124 personnes de Schuttrange sont inscrites dont seules 14 occuperaient une chambre de suite, y compris 4 cas urgents. Toutes les chambres réservées pour les habitants de la commune de Schuttrange sont occupées par 13 personnes représentant une moyenne d'âge de 88,5 ans. Pour l'extension prévue de 5 chambres dans l'aile consacrée aux cas de démence ainsi que les questions de transfert, administration, budget etc., seule la commune de Niederanven est compétente, en accord avec les 5 autres communes membres.

La conseillère Nora FORGIARINI (déi Gréng) énonce encore :

– Le rapport de la séance du comité SIAS le 30.10.2019 avec, entre autres, les points et informations suivants :

Rapport du président, approbation du procès-verbal, clôture définitive par le ministère de l'Intérieur des comptes clôturés de 2017, approbation du budget rectifié 2019 et du Budget 2020, engagement d'un nouveau collaborateur au 01.08.2019, qui s'est bien intégré.

En relation avec le règlement harmonisé de la taxe sur les déchets des communes SIAS, l'on dispose d'une prise de position du ministère de la Santé sans objection aucune ; une prise de position de l'administration de l'environnement fait encore l'objet d'une analyse. En tant que région, le SIAS a participé au TOUR de DUERF 2019 ; l'année prochaine, il est prévu d'améliorer la communication à cet égard. Un étudiant a fait son stage auprès de la station biologique. Quant au Centre de Recyclage, la signature de l'acte d'acquisition du terrain concerné est attendue de la part de la commune de Schuttrange. De plus, un débat relatif au projet, aux synergies respectives et aux participations au financement est prévu avec le conseil échevinal. Dans le budget, un montant de 370.000 euros est destiné aux phases de planification préliminaire et d'exécution. Lors de la réunion de l'équipe climat des 4 communes membres du pacte climat qui s'est tenue le 07.10.2019, l'organisation d'une journée commune du Pacte climat a été décidée pour le 27.09.2020. Le 17.10.2019 a eu lieu la réunion de présentation des nouveaux statuts SIAS censés entrer en vigueur au 01.01.2021 en présence de la ministre Dieschbourg; jusqu'au 31.01.2020, toutes les communes intéressées doivent faire parvenir leur décision de savoir si elles vont être membre aux conditions énoncées dans les nouveaux statuts. Des entretiens ont eu lieu avec la commune de Hesperange sur la participation à la station biologique. 84 nouveaux contrats de biodiversité d'une durée de 5 ans ont été conclus en 2019 avec 32 agriculteurs. Le SIAS travaille actuellement avec 111 agriculteurs pour un total de 528 contrats et une superficie de 1.160 hectares. La convention avec la commune de Schengen relative à son adhésion à la station biologique a été approuvée. En outre, des affaires de ressources humaines ainsi que le poste Divers ont été traités.

L'ordre du jour est ainsi abordé comme suit :

## **1. Facility Management**

**1.1.** Présentation des travaux de maintenance « Facility Management » pour les bâtiments communaux et infrastructures communales

## **2. Forêts appartenant à la commune**

### **2.1. Approbation du plan de gestion forestière pour l'année 2020**

Prise de position à l'égard de ce plan de gestion forestière

Le forestier Pit LACOUR présente le plan de gestion forestière pour 2020. La Commission de l'agriculture, de la sylviculture et du développement rural a établi une série de considérations dont dispose le conseil communal.

Les dépenses prévues pour la gestion forestière des 226 hectares au total de surface forestière appartenant à la commune se montent à 379.500 euros. Le garde-champêtre donne un aperçu général des postes et activités. Ils comprennent notamment, dans les domaines de la gestion durable des forêts, la conservation de la nature dans la forêt, la sensibilisation du public, y compris l'enlèvement des plantes envahissantes, la plantation de haies et d'arbres, le nettoyage et la réparation des sentiers forestiers, également à cheval, la création d'îlots de vieux bois, le rajeunissement de la nature, la renaturation des cours d'eau.

Les travaux ne sont à effectuer que sur quelques parcelles sélectionnées et non pas sur la totalité des forêts. Quant aux charges de personnel, il explique que les ouvriers étatiques font l'objet d'un préfinancement de l'Etat et qu'en fin d'année, après la clôture des comptes, la commune restitue les coûts effectifs à l'Etat. Pour des tâches ne pouvant être exécutées en interne, on a recours à des prestataires externes disposant d'un savoir-faire spécifique.

Des recettes d'un montant de 204.000 euros sont prévues, dont 189.000 euros provenant de la vente de bois. 1.900 m<sup>3</sup> de bois sous forme de bois de valeur et d'industrie, principalement de vieux hêtres, dans une moindre mesure de chênes et d'autres bois durs, épicéas, pins ou douglas sont utilisés pour l'usage propre de la commune (copeaux de bois et bois de chauffage). 2000 mètres cubes de copeaux de bois d'une valeur de 80.000 euros sont livrés à la commune de Schuttrange, ce qui entraîne une économie non négligeable en mazout. Le forestier explique sur question que l'été sec a mené à une infestation de scolytes, surtout chez les pins en raison de leurs racines en superficie, surtout de 2 hectares dans le domaine de Kateboesch. La forêt se régénère cependant.

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) remercie le forestier Pit LACOUR pour le travail effectué. Il fait remarquer qu'à l'heure actuelle, il n'y a plus d'argent à gagner avec la forêt, mais qu'il convient de tenir compte de la valeur récréative, de la création de postes de travail ainsi que de la réduction de coûts de chauffage par la livraison de copeaux de bois et de bois de chauffage.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

### **3. Finances communales**

#### **3.1. Présentation des comptes pour l'année 2018**

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) présente les comptes clôturés pour 2018, ce qui permettra au conseil communal de vérifier dans quelle mesure la planification initiale a été réaliste.

	Budget 2018	Comptes 2018	
Recettes ordinaires 2018	16.767.132,05	17.361.497,67	+ 3,5 %
Dépenses ordinaires 2018	11. 843.891,30	11.191.695,31	-5,5 %
Excédant ordinaire	4.923.240,75	6.169.802,36	+25,32 %
Recettes extraordinaires	1.232.583,65	1.821.049,01	+47,74 %
Dépenses extraordinaires	9.192.683,85	5.507.647,14	-40,01 %
Déficit extraordinaire	7.960.100,20	3.686.598,13	-54,00 %

En 2018, un total de 5.507.647,14 € a été investi dans les infrastructures de la commune.

Compte tenu des excédents des années précédentes, on enregistre, pour 2018, un solde total de 15.790.713,22 €.

### **3.2. Présentation du budget rectifié pour l'année 2019 et du budget prévisionnel 2020**

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) présente le détail du budget prévisionnel pour 2020, qui reflète la planification du développement de la commune et la politique du collège échevinal conformément à la déclaration du collège échevinal. Par ailleurs, le budget rectifié de 2019 est présenté en détail. Pour conclure, le bourgmestre remercie les collaborateurs de la commune pour leur précieuse assistance lors de la préparation du budget.

Vous trouverez la présentation du budget rectifié de 2019 et du budget prévisionnel 2020 en langue luxembourgeoise sur les pages qui suivent. La traduction française et anglaise est disponible sur le site Internet de la commune [www.schuttrange.lu](http://www.schuttrange.lu).

### **3.3. Approbation d'un contrat de cession relatif au terrain appartenant aux chemins de fer dans la Rue du Chemin de Fer à Schrassig**

Comme convenu dans le compromis de vente signé le 08.08.2019, la commune achète de la CFL le terrain d'un chemin le long du chemin de fer. Du fait qu'en contrepartie, la commune se charge des coûts de rénovation du chemin dans sa totalité, le prix d'achat de 10.507 euros n'est pas à payer.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

### **3.4. Approbation d'un devis pour les mesures dans le cadre de la mise en œuvre du pacte climat**

L'échevin Claude MARSON (LSAP) fait état du devis pour les mesures dans le cadre de la mise en œuvre du pacte climat. En dehors d'une conversion de l'éclairage du Pavillon (2, rue de Beyren) et du Chalet des Scouts Chalet en éclairage LED, économe en énergie, s'élevant à 13.500 euros et 2.500 euros et de l'acquisition de fontaines à eau supplémentaires pour les installations sportives à hauteur de 5.000 euros, il s'agit d'un investissement pour l'acquisition séparée des données relatives à la consommation. Plus particulièrement, il est prévu d'installer des pompes avec compteur de chaleur intégré pour mesurer le besoin en chauffage et en eau de consommation pour les bâtiments (Campus « An der Dällt » et vestiaires du FC Munsbach), l'acquisition séparée des données relatives au volume de chaleur provenant du système de chauffage par copeaux de bois, respectivement de la chaudière au gaz (Campus / commune), l'acquisition séparée des données relatives au chauffage commun (Club des Jeunes / Scouts), compteurs électriques pour la pompe à chaleur de la Crèche ainsi que d'une connexion en ligne au système de surveillance de la commune, qui s'élève à un total de 48.500 euros.

>L'approbation est donnée à l'unanimité.

#### **4. Enseignement fondamental**

##### **4.1. Approbation du projet et du devis pour l'installation de bureaux, d'une salle de réunion et d'installations sanitaires dans le centre scolaire, sportif et culturel « An der Dällt » à Munsbach**

A propos de l'historique du projet, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explique que l'école a besoin de 2 espaces bureaux supplémentaires ainsi que d'une pièce pour les réunions avec les parents. Par ailleurs, il y a depuis longtemps un besoin en toilettes publiques pour les usagers des aires de jeux du campus scolaire ainsi que de vestiaires et possibilité de se changer pour la troupe de théâtre. Pour ce dernier besoin, la salle de réunion pourrait également servir. Les coûts prévus pour l'ensemble des installations s'élèvent à 841.439 euros. Le conseiller Serge EICHER (DP) fait remarquer que pour ces bureaux, installations sanitaires et la salle de conférences, les coûts s'élèvent à 850.000 euros. Ce poste serait très élevé comparé aux 900.000 euros pour la construction de toute une maison unifamiliale avec équipement technique. Il pose en outre la question de savoir si, en considération des projets de rénover et d'agrandir l'école, l'extension soumise pour approbation ne constitue pas seulement une solution provisoire. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explique que le projet n'est pas bon marché du fait que la qualité et la sécurité ont un prix. En tant que commune, les prescriptions pour des espaces à usage public sont plus sévères que ce n'est le cas pour des maisons privées. L'extension prévue ne constitue pas une solution provisoire. Toutes les pièces pourront en tout cas être utilisées, même en cas d'une extension de l'école, et pour le moment, il y a surtout un besoin pressant.

> L'approbation est donnée avec 6 voix en faveur et 4 abstentions (fraction DP)

## 5. Urbanisme

### 5.1. Approbation de la modification ponctuelle du PAP (Plan d'Aménagement Particulier) « Beim Schlass » à Munsbach – procédure simplifiée

La modification ponctuelle du PAP, devenue nécessaire suite à la modification du PAG, concerne 4 parcelles. L'objectif consiste à faire en sorte que le propriétaire du lot 24 puisse construire dans la même mesure que le lot 22 et les maisons avoisinantes. La modification à effectuer par le biais de la procédure simplifiée suivant la loi omnibus de 2017 avait déjà été jugée conforme le 24.10.2019 par le ministère de l'Intérieur au début de la procédure du collège échevinal.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

### 5.2. Approbation de la composition du jury préliminaire dans le cadre du concours urbanistique « Un nouveau centre du village » (Ein neuer Dorfkern) à Schuttrange

La mission du jury préliminaire, qui n'a pas de pouvoir décisionnel, est l'analyse des projets soumis, leur attribution par rapport aux sujets imposés (nature, social, urbanisme et circulation routière) et un rapport pour le jury. Sont proposés : 2 représentants du service technique, 2 du bureau Drees & Sommer ainsi qu'1 représentant de Schroeder & Associés.

Dans le cadre de la compétition urbanistique, le conseiller Nicolas WELSCH (DP) fait remarquer que le DP soutient totalement l'idée de concevoir la place de l'église et ses alentours afin de les rendre le plus attrayant possible, avec de nombreuses plantes et des arbres, peu de trafic, comme point de rencontre pour les résidents. L'une des demandes essentielles de la fraction DP est la construction d'un nouveau centre culturel dans la commune. Eu égard aux résultats des 2 ateliers menés par le Bureau Drees & Sommer à l'attention des résident(e)s intéressé(e)s, le DP insiste pour que le rapport du Bureau Drees & Sommer soit publié sur la page Internet de la commune, pour des raisons de transparence.

Sans autres déclarations explicatives que celles reçues par le conseil communal, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) estime qu'une publication n'aurait pas de sens à l'heure actuelle. De plus, le processus démocratique aurait eu lieu, en prenant en considération les conseillers communaux, les associations, les commissions et les résident(e)s. Une publication fondée des résultats et des explications y afférentes ne se serait prévue en aucun cas.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

### 5.3. Approbation de la composition du jury dans le cadre du concours urbanistique « Un nouveau centre du village » (Ein neuer Dorfkern) à Schuttrange

La loi prévoit 13 membres pour la composition du jury. Sont proposés comme membres :

- Le bourgmestre de la commune de Schuttrange, groupement politique local « Schëtter Bierger » ;
- Un représentant du parti politique local « LSAP – d’Sozialisten » ;
- Un représentant du parti politique local déi « Gréng » ;
  
- Un représentant du parti politique local « DP – Demokratësch Partei » ;
- Un représentant du parti politique local « CSV – Chrëschtlech Sozial Vollekspartei » ;
- Un membre de la commission consultative pour les travaux publics et le développement communal qui n’est pas membre du conseil communal ;
- Un représentant du Ministère des travaux publics ;
- Un représentant du Ministère de l’environnement, du climat et de la durabilité, de l’administration des eaux ;
- Un représentant du ministère de l’Intérieur, Direction pour la planification communale et le développement urbain ;
- Un représentant du ministère pour la mobilité et les travaux publics, l’Administration des Ponts & Chaussées
- Un représentant de l’Ordre des architectes et des ingénieurs civils ;
- Un représentant du bureau d’architecture et d’urbanisme Zilmplän ;

En tant que suppléants :

- Un représentant du ministère de l’Intérieur, Direction pour la planification communale et le développement urbain ;
- Un représentant de l’Ordre des architectes et des ingénieurs civils ;
- Un représentant du bureau d’architecture et d’urbanisme Zilmplän ;

et en tant que secrétariat du jury, sans droit de vote :

- Un membre du service technique de la commune ;
- Un membre du bureau consultatif Drees & Sommer Luxembourg.

> L’approbation est donnée à l’unanimité.

## **6. Réorganisation du réseau RGTR**

### **6.1. Prise de position par rapport à la réorganisation du réseau RGTR**

En tant qu’historique, l’échevin Claude MARSON (LSAP) fait remarquer dans son introduction que le conseil communal, sur base du document de discussion de la commission de la circulation et des transports du 06.11.2019 et d’une analyse du bureau Schroeder & Associés, dans sa fonction de conseil en matière de circulation, a eu une première discussion dans sa séance du 06.11.2019. Le collègue échevinal a présenté le 11.11.2019 le premier jet d’un avis



demandé par le ministère de la mobilité le 23.09.2019 au conseil communal pour prise de position, à laquelle la fraction DP a répondu le 13.11.2019.

Dans le cadre de la réorganisation du RGTR, d'autres lignes sont prévues entre autres :

- La ligne 302 Lux-Sud/P+R Howald-Trèves, passant par Findel et le Parc d'Activités Syrdall.
- Les lignes 323/324, circulant de Sandweiler-Gare à Contern, Moutfort, Oetrange, Schuttrange, puis soit par la route principale ou le vieux Schuttrange (Al-Schëtter) vers Niederanven, en ne passant toutefois pas directement par l'autoroute vers le Kirchberg, mais par Senningerberg.

Dans l'avis proposé, une connexion permanente entre Neuhaeusgen et les autres localités de la commune est préconisée, et à cet effet, une adaptation de la ligne 361 (Cargo-Center, Senningerberg, Sandweiler, Neuhaeusgen) est proposée, soit par Munsbach en boucle ou par Findel, circulant en cercle, ce qui serait la solution préférée du collège échevinal. Il est également réclamé qu'au moins une connexion des lignes 323/324 desserve le Parc d'Activités Syrdall directement par Kirchberg et non seulement par Senningerberg. Du fait que la commune de Niederanven soutient également cette requête, on est confiant par rapport à sa mise en service.

Suivant les dires de l'échevin Claude MARSON (LSAP), le dépassement du délai de remise de l'avis critiqué par le DP a été discuté avec le ministère afin de s'assurer que l'avis soit tout de même respecté. De même, la consultation publique des résidents, prétendue non avenue et soulevée par le DP aurait apparemment déjà été effectuée par le ministère des transports en 2016 et dans le cadre de la mobilité durable, Modu2.0 en 2018 en rapport à la stratégie, dont la mise en œuvre contient entre autres la réorganisation du réseau RGTR. Il convient de comparer les répercussions négatives de la réorganisation que le DP a fait valoir aux meilleures connexions des localités au Kirchberg et à la Gare Centrale, proposant jusqu'à 4 liaisons pendant les heures de pointe ainsi que des liaisons transversales avec les communes avoisinantes, des connexions aux nœuds d'échange et à l'aéroport. De plus, à partir du 01.03.2020, un service de bus adapté sera gratuitement mis à disposition aux personnes à mobilité réduite afin de se rendre en ville.

En référence aux commentaires soumis par écrit de la part de la fraction DP au sujet de la réorganisation du RGTR, le conseiller Serge EICHER (DP) regrette que le collège échevinal n'ait pas tenu une réunion d'informations pour éclairer et englober les résident(e)s telle que cela a été le cas dans d'autres communes. Il renvoie entre autres clairement au document de travail de la commission de la circulation et des transports, selon laquelle il n'y aurait pas d'amélioration pour Schuttrange, de sorte que la réorganisation ne soit ni positive ni attrayante pour la commune de Schuttrange, comme énoncé dans l'avis du collège échevinal.

Nicolas WELSCH (DP) cite les faits ressortant du document présenté par la commission de la circulation :

- a) Pour la commune de Schuttrange, la réorganisation du RGTR n'apporte PAS d'améliorations substantielles ni une utilisation plus poussée des transports publics. Il est même à craindre qu'en raison des voyages plus longs et des stations de correspondance, MOINS de voyageurs n'utilisent les transports publics.*

*b) Aucun concept intégré de la circulation portant sur le bus et le train ne ressort et ne pourra être réalisé à court terme du fait des périodes de planification et de construction à respecter.*

*c) Au cas où le concept présenté par le ministère des infrastructures est introduit sans modifications, la commune devra organiser un service autobus supplémentaire compensant les lacunes de la planification urbaine.*

De l'avis du conseiller EICHER (DP), une liaison directe vers le Kirchberg devrait être introduite afin de ne pas perdre du temps en passant par Senningerberg.

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explique que les modifications proposées au réseau RGTR prévoient des fréquences et des lignes de bus supplémentaires. En plus des modifications proposées par le collège échevinal, les connexions de bus deviendront plus attrayantes pour les résidents de la commune.

Le conseiller Nicolas WELSCH (DP) cite la commission de la circulation qui constate explicitement que les propositions de modifications présentées par le ministère n'amènent aucune amélioration, alors que dans les modifications telles que présentées par le collège échevinal, les liaisons de bus seraient optimisées. Il est évident qu'à l'avenir, toutes les connexions termineront au Kirchberg puisque la ville de Luxembourg ne veut plus de bus dans le centre-ville. Ce serait le cas pour toutes les lignes RGTR et les usagers du transport public devront changer de bus plus souvent à l'avenir.

En réponse à l'exigence de la fraction DP portant sur la publication de l'avis du collège échevinal, conjointement avec le document de la commission de la circulation et des transports, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) fait remarquer que l'avis approuvé est un document officiel et sera publié.

## **7. Affaires sociales**

### **7.1. Nomination de deux représentants de la commune de Schuttrange au conseil d'administration de la commission sociale « Iewëschte Syrdall »**

Deux candidatures de membres du conseil communal sont rentrées pour les deux mandats d'administrateurs, qui sont priés de ne pas participer au vote : Madame Liliane Ries-Leyder, qui fait déjà partie du conseil d'administration depuis 2013 et dont le mandat prend fin au 31.12.2019 et Madame Alie Altmeisch-Broekman en tant que personne succédant à Monsieur Robert PETERS qui n'est plus candidat et que le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) remercie de son travail non rétribué effectué pendant de longues années.

> En scrutin public, tous deux sont élus à l'unanimité.

Il s'ensuit que les deux candidates sont nommées membres représentants la commune de Schuttrange à la commission sociale « Iewëschte Syrdall ».

## **7.2. Approbation de la mise à disposition d'un logement dans le cadre de la construction de logements sociaux à Schuttrange, 7a, Léegrond**

La commune de Schuttrange a acquis deux terrains situés am Léegrond, exclus du projet de construction de SNHBM en raison de leur situation en pente compliquée, et y a construit des maisons à vocation sociale. A la suite d'une souscription en vue de la location des maisons avec indications de critères tels que l'âge et le nombre des enfants, la durée de la résidence dans la commune etc., 24 candidatures sont rentrées. Après analyse intensive des candidatures par le collège échevinal, 2 ont été sélectionnées. Les contrats de location signés par la suite prennent effet le 01.01.2020 et sont conclus pour une durée de trois ans, avec reconduction tacite d'année en année. Le loyer est déterminé sur base des revenus et de la surface pondérée et ajusté annuellement. Les charges incombent aux locataires qui sont également tenus de payer une caution et de souscrire une assurance. Parmi les autres obligations figurent entre autres le fait de prendre soin du bien et de s'occuper de certaines réparations. Dans le contexte de l'objectif de promouvoir la construction de logements sociaux pour de jeunes familles, le conseiller Serge EICHER (DP) remet en question les critères sociaux définis à remplir, plus particulièrement l'âge, puisque les deux personnes choisies ont plus de 35 ans alors que de familles bien plus jeunes pourraient également se qualifier. **Le bourgmestre Jean-Paul JOST** (Schëtter Bierger) donne à penser que tous les critères sont à respecter, qu'il fallait qu'il s'agisse également d'un logement adapté, si bien que dans le cas présent, la décision avait été prise sur base des critères du nombre et de l'âge des enfants. De plus, des renseignements quant à la sélection avaient été pris auprès de la ville de Luxembourg. Le conseiller Serge EICHER (DP) fait remarquer l'interprétation très stricte du collège échevinal par rapport à la terminologie du logement adapté, et que la formulation fait en sorte qu'il est quasi impossible pour de jeunes familles de pouvoir bénéficier d'un logement à prendre en location par la famille. Il expose que la façon de procéder du collège échevinal a comme conséquence qu'afin de remplir le critère d'être âgé de moins de 35 ans, on s'attend à ce qu'une famille ait soit 4 enfants en-dessous de 12 ans ou que le 1<sup>er</sup> enfant ait 12 ans au moins, ce qui suppose que la mère a dû avoir l'enfant avant l'âge de 23 ans. Le conseiller Serge EICHER (DP) juge une telle interprétation comme étant inacceptable et se serait attendu à ce que les logements soient accordés à des familles en-dessous de 35 ans, ayant 2 enfants et vécu depuis longtemps dans la commune. Il ne serait pas à exclure que la famille ait encore un 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> enfant par la suite.

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) estime à ce propos que la loi relative à l'aide au logement définit clairement le sens d'un logement adapté et qu'il incombe à la commune de respecter cette réglementation.

Pour le moment, le gouvernement serait d'ailleurs occupé à retravailler les différentes dispositions relatives à la construction de logements subsidiés.

Après une discussion plutôt musclée, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) propose de passer au vote les deux contrats présentés et de publier un nouvel appel à candidatures pour l'appartement qui va se libérer dans une des nouvelles constructions située am Léegrond. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) est d'accord à ce que le règlement communal soit retravaillé. Il fixe les différentes priorités par rapport à la période de résidence dans la commune, à l'état civil et au nombre d'enfants, sans toutefois avoir d'influence au sujet de la réglementation relative au logement adapté, définie par la loi.

Il est ensuite procédé au vote concernant le logement dans le cadre des logements sociaux à Schuttrange, 7a, Léegrond.

> L'approbation est donnée par 6 voix en faveur et 4 voix contre (DP)

### **7.3. Approbation de la mise à disposition d'un logement dans le cadre de la construction de logements sociaux à Schuttrange, 7b, Léegrond**

Il est ensuite procédé au vote concernant le logement dans le cadre des logements sociaux à Schuttrange, 7b, Léegrond.

> L'approbation est donnée par 6 voix en faveur et 4 voix contre (DP)

## **8. Commissions consultatives**

### **8.1. Nomination des membres de la commission scolaire**

Après l'élection de nouveaux représentants des parents, il convient de nommer de nouveaux membres pour les sièges vacants à la commission scolaire.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

### **8.2. Nomination de membres au Comité d'Encadrement de l'Enfant**

Il faut également nommer de nouveaux membres pour les sièges vacants du Comité d'Encadrement de l'Enfant. Le conseiller Serge EICHER (DP) fait remarquer que suivant le règlement, un représentant de l'association des parents doit siéger dans ce comité et que ceci est à observer, d'autant plus que l'association des parents fournit un travail précieux dans l'intérêt de écoliers.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

## **9. Questions écrites aux conseillers**

Question de la part de la fraction DP :

**Situation actuelle quant à la rénovation de la Rue du Village à Schuttrange Village**

Le conseiller Serge EICHER (DP) pose la question suivante : Suite à l'approbation du projet de remise en état de la Rue du Village à Schuttrange-Village, pour un investissement global s'élevant à 2.532.000 euros, par le conseil communal le 28 novembre 2018, se pose la question de la situation actuelle, puisque les travaux prévus après les congés collectifs de 2019 n'ont pas encore commencé.

Dans le même contexte, concernant la liaison de la piste cyclable à effectuer entre Uebersyren et Schuttrange-Village, il était prévu que l'accord avec le propriétaire du terrain fasse l'objet d'une signature par-devant notaire dans les 4 mois, si bien qu'il convient de poser également la question de l'impact sur la validité de la convention et du compromis d'échange.

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) expose que les travaux de voirie à effectuer sur une période de 300 jours de travail, commencent en janvier 2020. La complexité du projet exige une planification précise afin que le passage des autobus réguliers et scolaires, des véhicules agricoles et ceux des autres usagers de la route soit assuré, au besoin également au moyen de navettes. Pour ce qui est de l'accord avec le propriétaire du terrain, la convention fera sous peu l'objet d'une authentification par notaire.



**Gemeinderat Schüttringen**  
**Sitzung des Gemeinderats vom 27.11.2019**

Anwesend:

Der Bürgermeister, Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger)  
die Schöffen, Claude MARSON (LSAP) und Serge THEIN (Schëtter Bierger),  
und die Räte, Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger),  
Vic BACK (Schëtter Bierger), Serge EICHER (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng),  
Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), Liliane RIES-LEYDER (DP), Nicolas WELSCH (DP)

Der Gemeindesekretär, Alain DOHN

Entschuldigt: Gilles ALTMANN (CSV)

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) begrüßt die anwesenden Räte, die Presse und die Bürger/innen zu dieser 13. Sitzung in 2019.

Zu Beginn berichtet der Bürgermeister über folgende Themen/Termine:

- 09.11.2019 „Journée Intergénérationelle“
- 10.11.2019 Stamminet
- 11.11.2019 Plenarsitzung vom Klimabündnis Lëtzebuerg
- 12.11.2019 Treffen mit der „Amicale“ des CIS Niederanven-Schüttringen betreffend die vorgesehene Konvention mit dem CGDIS
- 13/11/2019 Lenkungsausschuss des kommunalen Integrationsplans
- 14/11/2019 Sprachencafé
- 19/11/2019 Workshop mit der Integrationskommission im Rahmen des kommunalen Integrationsplans (s. u.)
- 20/11/2019 Arbeitssitzung mit dem Gemeinderat über die Organisation des urbanistischen Wettbewerb
- 26/11/2019 Workshop Green Events
- 01/12/2019 „Faire Kaffi“
- 03/12/2019 Diplomüberreichung der Erste-Hilfe-Kurse
- 04/12/2019 Arbeitssitzung mit dem Gemeinderat über das Lastenheft für den urbanistischen Wettbewerb
- 06/12/2019 Nikolaus
- 06/12/2019 Eröffnung der Kleintierausstellung
- 11/12/2019 Gemeinderatssitzung zur Diskussion des Budgets (s. u.)

- Die Daten für die Gemeinderatssitzungen in 2020 werden Anfang Dezember mitgeteilt.
- Einstellung eines Langzeitarbeitslosen zum 01/12/2019 mit Arbeitsplatz bei den Gemeindearbeitern, dessen Gehalt vom Staat bezahlt wird.

Schöffe Claude MARSON (LSAP) ergänzt folgende Punkte:

– Teilnahme an der Plenarsitzung des „Klimabündnis Lëtzebuerg“ am 11.11.2019, bei der 26 der aktuell 40 Mitgliedsgemeinden und die 2 NGO stimmberechtigt vertreten waren. Es wurde eine Resolution zur Klimakrise angenommen (mit einer Gegenstimme), sowie einstimmig das angepasste Budget 2017 mit einem leichten Defizit, das aus eigenen Mitteln aus der Reserve ausgeglichen werden kann, der Aktivitätsplan und das Budget 2020. Die 8 Kandidaten für die Neubesetzung der „Cellule de Coordination“ wurden einstimmig gewählt.

– Teilnahme an der Verwaltungsratsitzung des „Office Régional du Tourisme (ORT)“ Neben Personalangelegenheiten wurden die in 2019 abgeschlossenen Projekte präsentiert und die Beiträge für 2020 festgelegt, die mit 3 Euro pro Einwohner unverändert blieben.

– Teilnahme an der „Green Events“ Veranstaltung am 15.11.2019

Ziel dieser, mit 55 Teilnehmern aus den verschiedenen Vereinen der Gemeinde Schüttringen und Niederanven gut besuchten Informationsversammlung, war die Organisation von nachhaltigeren „Green Events“ Veranstaltungen mit weniger umweltschädlichen Auswirkungen.

Schöffe Serge THEIN (Schëtter Bierger) ergänzt:

– Teilnahme an der Versammlung des Krematorium in Hamm betreibende Syndikats SICEC am 13.11.2019. In der öffentlichen Sitzung wurden die unveränderten Beiträge 2020 der Mitgliedsgemeinden und die unveränderten Tarife einstimmig genehmigt, ebenso wie die Kontenabschlüsse 2017, das angepasste Budget 2019 und Budget 2020. Des Weiteren wurden Personalangelegenheiten behandelt.

Rat Vic BACK (Schëtter Bierger) ergänzt weiterhin:

– Teilnahme an der Sitzung der Aufsichtskommission „Commission de surveillance“ vom CIPA Niederanven am 18.11.2019. Alle 5 Mitgliedsgemeinden waren vertreten. Auf der Warteliste der gestellten Aufnahmeanträge sind 124 Personen aus Schüttringen eingeschrieben, aber nur 14 würden sofort ein Zimmer beziehen, darunter 4 dringende Fälle. Alle für Einwohner der Gemeinde Schüttringen reservierten Zimmer sind mit 13 Personen im Durchschnittsalter von 88,5 Jahren belegt. Für den geplanten Ausbau des Demenz-Bereichs mit 5 neuen Zimmern sowie Fragen der Verlegung, Administration, Budget etc. ist allein die Gemeinde Niederanven im Einvernehmen mit den anderen 5 Mitgliedsgemeinden zuständig.

Rätin Nora FORGIARINI (déi Gréng) ergänzt ferner:

– Bericht von der Sitzung des SIAS Komitees am 30.10.2019 mit u.a. folgenden Punkten/Informationen:

Bericht des Präsidenten, Genehmigung des Protokolls, definitiver Abschluss der Kontenabschlüsse 2017 vom Innenministerium, Genehmigung des angepassten Budgets 2019 und des Budgets 2020, Einstellung eines neuen Mitarbeiters zum 01.08.2019, der sich gut integriert hat.

Zu dem harmonisierten Abfallsteuer-Reglement der SIAS-Gemeinden liegt eine Stellungnahme des Gesundheitsministeriums ohne Einwände vor, eine Stellungnahme der Umweltverwaltung wird noch analysiert. SIAS hat als Region am „TOUR de DUERF 2019“ teilgenommen, im nächsten Jahr soll die Kommunikation hierzu verbessert werden. Ein Student hat ein Praktikum bei der Biologischen Station gemacht. Bezüglich des „Centre de Recyclage“ steht die Unterschreibung des Kaufakts des betreffenden Grundstücks seitens der Gemeinde Schüttringen an, zudem ist eine Erörterung des Projekts, der jeweiligen Synergien und der jeweiligen Beteiligung an der Finanzierung mit dem Schöffenrat vorgesehen. Im Budget ist ein Betrag in Höhe von 370.000 Euro für die Vorplanungs- und Ausführungsplanungsphase bestimmt. In der Versammlung der Klimateams der 4 Klimapaktgemeinden am 07.10.2019 wurde die Organisation eines gemeinsamen Klimapackttages am 27.09.2020 beschlossen. Am 17.10.2019 fand die Sitzung zur Vorstellung der neuen SIAS-Statuten, die zum 01.01.2021 operativ werden sollen in Anwesenheit der Ministerin Dieschbourg statt; alle interessierten Gemeinden müssen bis zum 31.01.2020 mitteilen, ob sie Mitglied zu den Bedingungen der neuen Statuten werden wollen. Mit der Gemeinde Hesperingen fanden Gespräche über die Beteiligung an der biologischen Station statt. 84 neue Biodiversitätsverträge mit einer Dauer von 5 Jahren sind in 2019 mit 32 Bauern abgeschlossen worden. SIAS arbeitet zur Zeit mit 111 Bauern mit insgesamt 528 Verträgen und einer Fläche von 1.160 Hektar zusammen. Die Konvention mit der Gemeinde Schengen über den Beitritt an der biologischen Station wurde genehmigt. Weiterhin wurden Personalangelegenheiten und Diverses behandelt.

Sodann wird die Tagesordnung wie folgt abgehandelt:

## **1. Facility Management**

**1.1.** Vorstellung der Instandhaltungsarbeiten „Facility Management“ für kommunale Gebäude und Infrastrukturen

## **2. Kommunale Wälder**

### **2.1. Genehmigung des Forstverwaltungsplans für das Jahr 2020**

Stellungnahme zum forstwirtschaftlichen „Plan de gestion“



Der Förster Pit LACOUR stellt den Forstverwaltungsplan für das Jahr 2020 vor. Die „Commission de l'agriculture, de la sylviculture et du développement rural“ hat diesbezüglich eine Stellungnahme ausgearbeitet, welche dem Gemeinderat vorliegt.

Die geplanten Ausgaben für die Forstwirtschaft der insgesamt 226 Hektar gemeindeeigener Waldfläche belaufen sich auf 379.500 Euro. Der Förster gibt einen Überblick über die einzelnen Planpositionen und Aktivitäten. Diese umfassen in den Bereichen nachhaltige Waldbewirtschaftung, Naturschutz im Wald, Sensibilisierung der Öffentlichkeit unter anderem die Beseitigung invasiver Pflanzen, Pflanzung von Hecken und Bäumen, Säuberung und Instandsetzung von Waldwegen, auch mit einem Pferd, Anlegung von Altholzinseln, Naturverjüngung, Renaturierung von Wasserläufen. Gearbeitet werde nur auf wenigen ausgesuchten Parzellen, nicht dem gesamten Waldgebiet. Zu den Personalaufwendungen führt er aus, dass die Staatsarbeiter vom Staat vorfinanziert werden und die Gemeinde nach der Abschlussrechnung am Ende des Jahres dem Staat die tatsächlich angefallenen Kosten erstattet. Externe Dienstleister würden für nicht selbst durchführbare Spezialaufgaben eingesetzt bzw. wenn ein besonderes Know-how benötigt würde.

Einnahmen sind in Höhe von 204.000 Euro geplant, davon 189.000 Euro aus dem Verkauf von Holz. 1.900 m<sup>3</sup> Holz in Form von Wert- und Industrieholz, vornehmlich von alten Buchen, weniger von Eichen und anderem Laubholz, Fichten, Kiefern bzw. Douglas werden zum Verkauf bzw. für den Eigenbedarf der Gemeinde (Holzschnitzel und Brennholz) verwertet. 2000 Schüttraummeter Holzschnitzel im Wert von 80.000 Euro werden der Gemeinde Schüttringen geliefert, was zu einer nicht unbeträchtlichen Einsparung von Heizöl führt. Auf Nachfrage erläutert der Förster, dass der trockene Sommer vor allem bei Fichten wegen ihrer oberflächlichen Wurzeln und dem Befall von Borkenkäfern geführt hat, vor allem von 2 Hektar im Bereich Kateboesch. Der Wald regeneriere sich aber.

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) dankt dem Förster Pit LACOUR für die geleistete Arbeit. Er merkt an, dass mit Wald heute kein Geld mehr zu verdienen ist, allerdings der Erholungswert, die Schaffung von Arbeitsplätzen und die Reduzierung der Heizkosten durch die Lieferung von Holzschnitzel und Brennholz ebenfalls in diesem Kontext zu berücksichtigen seien.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

### 3. Kommunale Finanzen

#### 3.1. Vorstellung der Konten für das Jahr 2018

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) stellt den Abschluss der Konten 2018 vor. Dies erlaube dem Schöffenrat zu prüfen wie realistisch die ursprüngliche Planung war.

	Budget 2018	Konten 2018	
Ordentliche Einnahmen 2018	16.767.132,05	17.361.497,67	+ 3,5 %
Ordentliche Ausgaben	11. 843.891,30	11.191.695,31	-5,5 %

2018			
Ordentlicher Bonus	4.923.240,75	6.169.802,36	+25,32 %
Außerordentliche Einnahmen	1.232.583,65	1.821.049,01	+47,74 %
Außerordentliche Ausgaben	9.192.683,85	5.507.647,14	-40,01 %
Außerordentlicher Malus	7.960.100,20	3.686.598,13	-54,00 %

Im Jahr 2018 wurden insgesamt 5.507.647,14 € investiert in die Infrastrukturen der Gemeinde.

Mit den Überschüssen aus den vorangegangenen Jahren, ergibt sich für 2018 ein gesamter Saldo von 15.790.713,22 €.

### **3.2. Vorstellung des angepassten Budgets für das Jahr 2019 und des Planbudgets 2020**

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) stellt im Detail die Budgetplanung 2020 vor, welche die Entwicklungsplanung der Gemeinde und die Politik des Schöffenrats analog der Schöffenratserklärung widerspiegelt. Darüber hinaus wird im Detail das angepasste Budget 2019 vorgestellt. Abschließend dankt der Bürgermeister den Mitarbeitern der Gemeinde für die gute Unterstützung bei der Vorbereitung des Budgets.

Die Präsentation des angepassten Budgets 2019 und des Planungsbudgets 2020 finden sie in luxemburgischer Sprache auf den folgenden Seiten. Eine französische und englische Übersetzung finden sie auf der Internetseite der Gemeinde [www.schuttrange.lu](http://www.schuttrange.lu).

### **3.3. Genehmigung eines Abtretungsvertrages betreffend Liegenschaften der Eisenbahn in der „Rue du Chemin de Fer“ in Schrassig**

Wie im am 08.08.2019 unterschriebenen Kaufvorvertrag vereinbart, kauft die Gemeinde das Gelände eines Weges entlang der Eisenbahn von der CFL. Da die Gemeinde im Gegenzug die Kosten der Erneuerung des Weges komplett übernimmt, muss der Kaufpreis in Höhe von 10.507 Euro nicht gezahlt werden.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

### **3.4. Genehmigung eines Kostenvoranschlags für Maßnahmen im Rahmen der Umsetzung des Klimapakts**

Schöffe Claude MARSON (LSAP) erläutert den Kostenvoranschlag für die Umsetzungsmaßnahmen im Rahmen des Klimapakts. Neben einer energiesparenden Umrüstung auf LED-Beleuchtung im "Pavillon" (2, rue de Beyren) bzw. im Scouts Chalet in Höhe von 13.500 Euro bzw. 2.500 Euro und der Anschaffung weiteren Wasserspender für die Sportstätten in Höhe von 5.000 Euro handelt es sich um Investitionen zur getrennten

Verbrauchsdatenerfassung. Im Einzelnen vorgesehen ist der Einbau von Pumpen mit eingebautem Wärmemengenzähler für die Messung des Heiz- und Brauchwasserbedarfs in Gebäuden (Campus „An der Dällt“ bzw. bei den Umkleiden des FC Münsbach), die getrennte Erfassung der Wärmemenge aus Hackschnitzelheizung bzw. Gaskessel (Campus bzw. Gemeinde), die getrennte Erfassung der gemeinsamen Heizung (Club des Jeunes bzw. der Scouts), Stromzähler für Wärmepumpe in der Crèche sowie einer Online-Anbindung an das Monitoring-System der Gemeinde, die sich insgesamt auf 48.500 Euro belaufen

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

#### **4. Grundschulunterricht**

##### **4.1. Genehmigung des Plans und Kostenvoranschlags für die Errichtung von Büros, eines Besprechungsraums und sanitäre Anlagen im Schul-, Sport- und Kulturzentrum „An der Dällt“ in Münsbach**

Zum Hintergrund des Projektes erklärt Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger), dass die Schule 2 zusätzliche Büroräume sowie 1 Raum für Versammlungen mit den Eltern benötigt. Andererseits bestehen seit langem der Bedarf nach öffentlichen Toiletten für die Benutzer der Spielplätze auf dem Schulcampus bzw. des Theatervereins nach Garderoben zum Umziehen, wofür der Besprechungsraum ebenfalls genutzt werden könnte. Die für das Gesamtbauvorhaben geplanten Kosten belaufen sich auf 841.439 Euro.

Rat Serge Serge EICHER (DP) weist darauf hin, dass für diese Büros, Sanitäreanlagen und den Konferenzraum 850.000 Euro anfallen. Dieser Kostenpunkt sei sehr hoch, im Vergleich zu einem Kostenpunkt von 900.000 Euro für den Bau von einem ganzen Einfamilienhaus mit technischer Ausstattung. Zudem stellt er vor dem Hintergrund von Plänen, die Schule aus- bzw. umzubauen, die Frage, ob die zur Genehmigung vorliegende Erweiterung nicht nur ein Provisorium darstelle. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) erklärt, dass es kein billiges Projekt sei, Qualität und Sicherheit ihren Preis kosten. Als Gemeinde habe man bei Räumen die öffentlich genutzt werden, strengere Vorschriften als dies bei privaten Häusern der Fall ist. Bei dem betreffenden Anbau handele es sich nicht um ein Provisorium. Alle Räume könnten in jedem Fall auch noch nach dem Ausbau der Schule genutzt werden und vor allem bestehe ein dringender Bedarf.

> Die Genehmigung erfolgt mit 6 Ja-Stimmen bei 4 Enthaltungen (DP-Fraktion)

#### **5. Urbanismus**

##### **5.1. Genehmigung der punktuellen Änderung des PAP „Plan d'Aménagement Particulier“ „Beim Schlass“ in Münsbach – vereinfachtes Verfahren**

Die infolge von Modifikationen des PAG notwendig gewordene punktuelle PAP-Änderung betrifft 4 Parzellen. Ziel ist, dass der Eigentümer des Loses 24 in den gleichen Ausmaßen bauen

kann, wie das Los 22 und die anliegenden Häuser. Die im Wege des vereinfachten Verfahrens nach dem Omnibusgesetz von 2017 durchzuführende Änderung ist bereits zu Beginn des Verfahrens vom Schöffenrat und am 24.10.2019 vom Innenministerium positiv begutachtet worden.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

## **5.2. Genehmigung der Zusammensetzung der Vorjury im Rahmen des urbanistischen Wettbewerbs „Ein neuer Dorfkern“ in Schüttringen**

Aufgabe der Vorjury, die keine Entscheidungsbefugnis hat, ist die Voranalyse der eingereichten Projekte, deren Zuordnung zu den vorgegebenen Themen Natur, Sozial, Städtebau und Verkehr und die Berichterstattung an die Jury. Für die Besetzung sind je 2 Vertreter vom Technischen Dienst bzw. vom Büro Drees & Sommer sowie 1 Vertreter von Schroeder & Associés vorgeschlagen.

Im Kontext des städtebaulichen Wettbewerbs merkt Rat Nicolas WELSCH (DP) an, dass die DP voll und ganz hinter der Idee steht, den Kirchenplatz und seine Umgebung so schön wie möglich zu gestalten, mit vielen Pflanzen und Bäumen, verkehrsberuhigt, als Treffpunkt für die Bürger. Eine weitere zentrale Forderung der DP-Fraktion ist auch der Bau eines neuen Kulturzentrums in der Gemeinde. Bezugnehmend auf die Ergebnisse aus den 2, vom Büro Drees & Sommer durchgeführten, Workshops für interessierte Bürger/innen fordert die DP, zwecks Transparenz den Bericht des Büros Drees & Sommer auf der Internetseite der Gemeinde zu veröffentlichen.

Ohne weitere Verständniserklärungen, wie sie auch der Gemeinderat erhalten hat, erachtet Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) eine Veröffentlichung momentan nicht für sinnvoll. Des Weiteren, habe der demokratische Prozess mit breiter Einbindung der Gemeinderäte, Vereine, Kommissionen und der Bürger/innen stattgefunden. Eine fundierte Veröffentlichung der Ergebnisse mit den dazu gehörigen Erklärungen sei auf jeden Fall vorgesehen.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

## **5.3. Genehmigung der Zusammensetzung der Jury im Rahmen des urbanistischen Wettbewerbs Stadtplanungswettbewerbs „Ein neuer Dorfkern“ in Schüttringen**

Für die Besetzung der Jury sieht das Gesetz eine Zusammensetzung von 13 Mitgliedern vor. Als Mitglieder vorgeschlagen werden:

- der Bürgermeister der Gemeinde Schüttringen, lokale politische Gruppierung „Schëtter Bierger“;
- ein Vertreter der lokalen politischen Partei „LSAP – d'Sozialisten“;
- ein Vertreter der lokalen politischen Partei „déi Gréng“;
- ein Vertreter der lokalen politischen Partei „DP – Demokratësch Partei“;
- ein Vertreter der lokalen politischen Partei „CSV – Chrëschtlech Sozial Vollekspartei“;

- ein Mitglied der Beratenden Kommission für Bauwesen und kommunale Entwicklung, das nicht Mitglied des Gemeinderats ist;
- ein Vertreter des Ministeriums für Wohnungsbau;
- ein Vertreter des Ministeriums für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung, Wasserwirtschaftsamt;
- ein Vertreter des Innenministeriums, Direktion für Gemeindeplanung und Stadtentwicklung;
- ein Vertreter des Ministeriums für Mobilität und öffentliche Arbeiten, Straßenbauverwaltung;
- ein Vertreter der Kammer für Architekten und Bauingenieure;
- ein Vertreter des Stadtplanungs- und Architekturbüros „Zilmplan“;

als Stellvertreter:

- ein Vertreter des Innenministeriums, Direktion für Gemeindeplanung und Stadtentwicklung;
- ein Vertreter der Kammer für Architekten und Bauingenieure;
- ein Vertreter des Stadtplanungs- und Architekturbüros „Zilmplan“;

und als Sekretariat der Jury, ohne Stimmrecht:

- ein Mitglied des technischen Diensts der Gemeinde;
- ein Mitglied des beratenden Büros „Drees & Sommer Luxemburg“.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

## **6. Reorganisation des RGTR-Netzes**

### **6.1. Stellungnahme zur Reorganisation des RGTR-Netzes**

Zur Vorgeschichte erläutert Schöffe Claude MARSON (LSAP) einleitend, dass der Gemeinderat auf Basis eines Diskussionspapiers der Verkehrs- und Transportkommission vom 06.11.2019 und einer Analyse des die Gemeinde in Verkehrsfragen beratenden Büros Schroeder & Associés die Thematik, soweit Schüttringen betroffen ist, in seiner Sitzung vom 06.11.2019 ein erstes Mal diskutiert hat. Der Schöffenrat hat den Entwurf einer vom Ministerium für Mobilität am 23.09.2019 angefragten Stellungnahme am 11.11.2019 dem Gemeinderat zur Stellungnahme vorgelegt, auf die die DP-Fraktion am 13.11.2019 geantwortet hat.

Im Rahmen der RGTR-Reorganisation sind unter anderem folgende neue Linien vorgesehen:

- die Linie 302 Lux-Sud/ P+R Howald – Trier, über Findel und dem „Parc d’Activités Syrdall“
- die Linien 323/324, die von Sandweiler-Gare über Contern, Moutfort, Oetrange, Schüttringen, dann entweder über die Hauptstraße oder Al-Schëtter nach Niederanven fahren, allerdings nicht direkt über die Autobahn auf den Kirchberg fahren, sondern über Senningerberg.

In der vorgeschlagenen Stellungnahme wird eine fortdauernde Anbindung von Neuhaeusgen an die anderen Ortschaften der Gemeinde gefordert und hierfür eine Anpassung der Linie 361

(Cargo-Center, Senningerberg, Sandweiler, Neuhaeusgen) vorgeschlagen, entweder über Münsbach in Form einer Schleife oder über Findel, im Kreis fahrend, was die bevorzugte Lösung des Schöffensrats wäre. Zudem wird gefordert, dass zumindest eine Verbindung der Linien 323/324 vom „Parc d'Activités Syrdall“ direkt auf den Kirchberg fährt, nicht nur über Senningerberg. Da auch die Gemeinde Niederanven dieses Anliegen unterstützt, sei man hinsichtlich der Umsetzung zuversichtlich.

Die von der DP monierte Überschreitung der Abgabefrist für die Stellungnahme sei laut Schöffen Claude MARSON (LSAP) mit dem Ministerium abgesprochen worden, um sicherzustellen, dass die Stellungnahme trotzdem berücksichtigt wird. Die ebenso von der DP beanstandete fehlende öffentliche Konsultation der Einwohner sei schon vom Transportministerium in 2016 und im Rahmen der Nachhaltigen Mobilität Modu2.0 in 2018 bezüglich der Strategie erfolgt, deren Umsetzung u.a. die Reorganisation des RGTR-Netzes beinhaltet. Die von der DP geltend gemachten negativen Auswirkungen der Reorganisation seien die besseren Anbindungen der Ortschaften mit dem Kirchberg bzw. dem Gare Central mit bis zu 4 Verbindungen in Spitzenzeiten sowie Querverbindungen mit Nachbargemeinden, Anbindungen an Umsteigeknotenpunkte und an den Flughafen gegenüberzustellen. Zudem stehe für in ihrer Mobilität eingeschränkte Personen ab 01.03.2020 der Adapto-Busservice kostenfrei zur Verfügung, um in die Stadt zu fahren.

Unter Bezugnahme auf die von der DP-Fraktion vorgelegten schriftlichen Anmerkungen zur RGTR – Reorganisation bedauert Rat Serge EICHER (DP), dass der Schöffensrat nicht wie in anderen Gemeinden eine Informationsversammlung zur näheren Erklärung und Einbeziehung der Bürger/innen abgehalten hat. Zudem verweist er ausdrücklich auf das Arbeitsdokument der Verkehrs- und Transportkommission, laut welcher es keine Verbesserung für Schüttringen gebe, womit die Reorganisation für die Gemeinde Schüttringen weder positiv noch „attraktiv“ sei, wie in dem Entwurf der Stellungnahme des Schöffensrates ausgeführt.

Nicolas WELSCH (DP) zitiert das Fazit des von der Verkehrskommission vorgelegten Dokumentes:

*a) Die Reorganisation des RGTR bringt für die Gemeinde Schüttringen KEINE substanziellen Verbesserungen und keine stärkere Nutzung des ÖPNV. Es ist sogar zu befürchten, dass wegen der längeren Fahrzeiten und Umsteigepunkte WENIGER Fahrgäste den ÖPNV benutzen werden.*

*b) Ein integriertes Verkehrskonzept von Bus und Bahn ist nicht erkennbar und wird sich auch kurzfristig wegen Planungs- und Bauzeiten nicht realisieren lassen.*

*c) Wenn das vom Infrastrukturminister vorgelegte Konzept unverändert eingeführt werden wird, dann muss die Gemeinde einen zusätzlichen interkommunalen Busverkehr organisieren, der die Mängel der „Staatsplanung“ kompensiert.*

Nach Rat EICHER (DP), soll zur Vermeidung von Zeitverlust infolge der Route über Senningerberg eine direkte Verbindung zum Kirchberg eingeführt werden.

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schütter Bierger) erklärt, dass die vorgeschlagenen Änderungen des RGTR-Netzes zusätzliche Frequenzen und Buslinien vorsehen. Mit den, vom Schöffensrat

vorgeschlagenen Änderungen werden die Busanbindungen attraktiver für die Bürger aus der Gemeinde.

Rat Nicolas WELSCH (DP) zitiere die Verkehrskommission die hier ausdrücklich feststellt, dass die vom Ministerium vorgelegten Änderungsvorschläge keine Verbesserung bringen – jedoch mit den Änderungen wie sie der Schöffenrat vorschlägt die Busverbindungen optimiert werden. Es sei klar, dass in Zukunft alle Verbindungen auf Kirchberg enden werden da die Stadt Luxemburg die Busse aus der Innenstadt haben will. Dies sei der Fall für alle RGTR-Linien und die Nutzer des öffentlichen Transportes müssen in Zukunft öfters umsteigen.

Auf die Forderung der DP-Fraktion nach Veröffentlichung der Stellungnahme des Schöffenrates zusammen mit dem Dokument der Verkehrs- und Transportkommission weist Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) darauf hin, dass die zu genehmigende Stellungnahme ein öffentliches Dokument sei und veröffentlicht werde.

## **7. Soziale Angelegenheiten**

### **7.1. Ernennung von zwei die Gemeinde Schüttringen im Verwaltungsrats des Sozialamts „Iewëschte Syrdall“ vertretende Mitglieder**

Für die Besetzung von zwei Verwaltungsratsmandaten liegen zwei Kandidaturen von Gemeinderatsmitgliedern vor, die gebeten werden, jeweils bei der eigenen Abstimmung nicht teilzunehmen: Frau Liliane Ries-Leyder, die bereits seit 2013 Mitglied des Verwaltungsrates ist und deren Amtsdauer zum 31.12.2019 endet, und Frau Alie Altmeisch-Broekman, als Nachfolgerin für den nicht mehr kandidierenden Herrn Robert PETERS, dem Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) seinen Dank für die lange Jahre unentgeltlich geleistete Arbeit ausspricht.

> In öffentlicher Abstimmung werden beide einstimmig gewählt.

Daraus folgt, dass beide Kandidaturen zu Mitgliedern ernannt werden, die die Gemeinde Schüttringen im Verwaltungsrat des Sozialamtes „Iewëschte Syrdall“ vertreten.

### **7.2. Genehmigung der Zurverfügungstellung einer Wohnung im Rahmen des sozialen Wohnungsbaus in Schüttrange, 7a, Léegron**

Die Gemeinde Schüttringen hatte zwei wegen ihrer komplizierten Hanglage im Rahmen eines SNHBM-Bauprojektes ausgeklammerte Grundstücke am Léegron gekauft und für den sozialen Wohnungsbau bestimmte Häuser gebaut. Auf eine Ausschreibung zur Vermietung der Häuser mit Angabe von Kriterien wie Alter, Anzahl/Alter der Kinder, Dauer des Wohnsitzes in der Gemeinde etc. sind 24 Bewerbungen eingegangen. Nach intensiver Analyse der Bewerbungen vom Schöffenrat wurden 2 Kandidaten ausgewählt. Die mit diesen abgeschlossenen Mietverträgen beginnen am 01.01.2020 für die Dauer von drei Jahren, mit anschließender jährlicher Verlängerung. Die Miete wird auf Basis des Einkommens

und der gewichteten Wohnfläche festgesetzt und jährlich angepasst. Nebenkosten gehen zu Lasten des Mieters, der zudem eine Kautionsleistung sowie eine Versicherung zu unterhalten hat. Andere Verpflichtungen sehen u.a. die pflegliche Behandlung, Vornahme bestimmter Reparaturen vor.

Vor dem Hintergrund des Ziels, sozialen Wohnungsbau für junge Familien zu fördern, hinterfragt Rat Serge EICHER (DP) die Erfüllung der definierten Sozialkriterien, insbesondere das Alter, da beide Ausgewählten über 35 Jahre sind, obwohl durchaus andere jüngere Familien ebenfalls in Frage kommen würden. **Bürgermeister Jean-Paul JOST** (Schëtter Bierger) gibt zu bedenken, dass alle Kriterien zu berücksichtigen seien, dass es sich auch um „logement adapté“ handeln müsse, so dass im vorliegenden Fall die Entscheidung aufgrund der Kriterien der Kinderanzahl und -alter getroffen worden sei. Zudem habe man sich über die Handhabung bei der Stadt Luxemburg erkundigt. Rat Serge EICHER (DP) weist daraufhin, dass die sehr strikte Auslegung des Schöffenrats in Bezug auf die Terminologie des „logement adapté“ es unmöglich macht für junge Familien eine Mietwohnung von der Gemeinde zu bekommen. Er rechnet vor, dass die Herangehensweise des Schöffenrats zufolge hat, dass erwartet wird, dass, um das Kriterium von unter 35 Jahren zu erfüllen, eine Familie entweder 4 Kinder unter 12 Jahren haben muss oder dass das 1. Kind schon wenigstens 12 Jahre haben muss, was zu Folge hat, dass dieses Kind vor dem 23. Lebensjahr der Mutter geboren wurde. Rat Serge EICHER (DP) empfindet eine solche Auslegung als inakzeptabel und hätte erwartet, dass die Wohnungen an Familien, welche schon lange in der Gemeinde leben, und unter 35 Jahren sind mit 2 Kindern vergeben wird. Es sei ja auch nicht auszuschließen, dass diese Familie ein 3. oder 4. Kind bekommt.

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) erklärt hierzu, dass das Gesetz über die „Aide au Logement“ ganz klar festlegt was ein „logement adapté“ ist und die Gemeinde diese Regelung einhalten muss. Aktuell sei die Regierung ja auch dran die verschiedenen Bestimmungen betreffend den bezuschussten Wohnungsbau zu überarbeiten.

Nach intensiver Diskussion schlägt Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) vor, über die beiden vorliegenden Verträge abzustimmen, das durch den Umzug in einen der Neubauten am Léegrond freiwerdende Appartement neu auszuschreiben. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) stimmt zu, dass ggf. das Gemeindereglement überarbeitet werden muss. Dieses legt die verschiedenen Prioritäten betreffend Aufenthaltszeit in der Gemeinde, Zivilstand und Kinderzahl fest, hat aber keinen Einfluss auf die Regelung betreffend das „logement adapté“ welche gesetzlich festgelegt ist.

Zunächst erfolgt die Abstimmung über die Wohnung im Rahmen des sozialen Wohnungsbaus in Schüttrange, 7a, Léegrond.



> Die Genehmigung erfolgt mit 6 Ja-Stimmen und 4 Nein-Stimmen (DP-Fraktion)

### **7.3. Genehmigung der Zurverfügungstellung einer Wohnung im Rahmen des sozialen Wohnungsbaus in Schüttrange, 7b, Léegrond**

Sodann erfolgt die Abstimmung über die Wohnung im Rahmen des sozialen Wohnungsbaus in Schüttringen, 7b, Léegrond.

> Die Genehmigung erfolgt mit 6 Ja-Stimmen und 4 Nein-Stimmen (DP-Fraktion)

## **8. Beratende Kommissionen**

### **8.1. Benennung von Mitgliedern in der Schulkommission**

Nach der Wahl von neuen Elternvertretern ist die Schulkommission neu zu besetzen.

> Die Genehmigung erfolgt en bloc einstimmig.

### **8.2. Benennung von Mitgliedern im „Comité d’Encadrement de l’Enfant“**

Ebenso ist das „Comité d’Encadrement de l’Enfant“ neu zu besetzen. Rat Serge EICHER (DP) weist darauf hin, dass laut Reglement auch ein Vertreter der Elternvereinigung in diesem „Comité“ vertreten sein muss und dass dies noch berücksichtigt werden muss, insbesondere da die Elternvereinigung eine sehr wertvolle Arbeit für die Schulkinder leistet.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

## **9. Schriftliche Fragen der Räte**

Seitens der DP-Fraktion liegt folgende schriftliche Frage vor:

### **Erneuerung der „Rue du Village“ in „Schuttrange Village“ – Frage nach dem aktuellen Stand**

Rat Serge EICHER (DP) stellt folgende Frage: Nach Genehmigung des Projekts zur Begradigung der „Rue du Village“ in „Schuttrange-Village“ mit einer Gesamtinvestition von 2.532.000 Euro durch den Gemeinderat am 28. November 2018 stellt sich die Frage nach dem aktuellen Stand, da die nach dem Tarifurlaub 2019 vorgesehenen Arbeiten bislang noch nicht begonnen haben. Für die in diesem Zusammenhang vorgesehene Verbindung des Fahrradweges zwischen Uebersyren und „Schuttrange-Village“ sollte die mit dem Grundstückseigentümer erzielte Einigung innerhalb von 4 Monaten notariell beurkundet werden, was bisher ebenso wenig erfolgt ist, so dass sich auch hier die Frage nach der Auswirkung auf die Gültigkeit der Konvention und des Tauschkompromisses stellt.

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) führt aus, dass die für 300 Arbeitstage geplanten Straßenbauarbeiten im Januar 2020 anfangen. Wegen der Komplexität sei eine

präzise Planung erforderlich, damit die Durchfahrt der Linien- und Schulbusse, der Bauern und anderen Verkehrsteilnehmer sichergestellt werden kann, notfalls auch mittels von Shuttlebussen. Betreffend die Vereinbarung mit dem Grundstückseigner hat der beauftragte Notar zudem bestätigt, dass die Konvention bald beurkundet werden wird.



## Schuttrange Municipal Council

### Session of the Municipal Council of 27 November 2019

#### Present:

The Mayor, Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger)  
the aldermen, Claude MARSON (LSAP) and Serge THEIN (Schëtter Bierger),  
and the councillors, Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger),  
Vic BACK (Schëtter Bierger), Serge EICHER (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng),  
Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), Liliane RIES-LEYDER (DP), Nicolas WELSCH (DP)

The Town Clerk, Alain DOHN

#### Apologies: Gilles ALTMANN (CSV)

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) welcomed the attending councillors, the press and the residents to this 13<sup>th</sup> session of 2019.

The Mayor then proceeded by reporting on the following topics/dates:

- 09/11/2019 “Journée Intergénérationelle” (Intergenerational Day)
- 10/11/2019 Stamminet (the “Village Pump”)
- 11/11/2019 Plenary session of Climate Alliance Lëtzebuerg (Klimabündnis)
- 12/11/2019 Meeting with the “Amicale” of the CIS (Fire and Rescue Centre) Niederanven-Schuttrange concerning the planned convention with the CGDIS (Grand-ducal Fire and Rescue Corps)
- 13/11/2019 Steering committee of the communal integration plan
- 14/11/ 2019 Language Café
- 19/11/2019 Workshop with the integration committee within the framework of the communal integration plans (see below)
- 20/11/2019 Working session with the Municipal Council on organising urbanistic competition
- 26/11/2019 Workshop Green Events
- 01/12/2019 “Faire Kaffi” (Fairtrade Coffee)
- 03/12/2019 Diploma presentation of the first aid courses
- 04/12/2019 Working session with the Municipal Council on the requirements specification for urbanistic competition
- 06/12/ 2019 Santa Claus (Saint Nicholas)
- 06/12/2019 Opening of the Small Animals Exhibition
- 11/12/2019 Municipal Council session on the budget (see below)
- The dates for the Municipal Council sessions in 2020 will be announced early December.

- Employment of a long-term unemployed person on 1 December 2019 with a job with the municipal workers and whose wages are paid by the state.

Alderman Claude MARSON (LSAP) adds the following items:

– Participation in the plenary meeting of the “Climate Alliance Lëtzebuerg” on 11 November 2019, where 26 of the currently 40 member municipalities and the two NGOs were represented with voting rights. A resolution on the climate crisis was adopted (with one vote against), as well as unanimously the rectified budget for 2017 with a slight deficit that can be compensated from own resources from the reserve, the activity plan and the budget for 2020. The eight candidates for the new appointment of the “Cellule de Coordination” were elected unanimously.

– Participation in the meeting of the governing board of the Regional Tourism Office (ORT).

In addition to staff matters, the projects that were completed in 2019 were presented and the contributions for 2020 were laid down, which remained unchanged at €3 per resident.

– Participation in the “Green Events” on 15 November 2019.

The objective of this information meeting, which was well attended by 55 participants from the various associations in the municipalities of Schuttrange and Niederanven, was the organising of more sustainable “Green events” with fewer harmful effects on the environment.

Alderman Serge THEIN (Schëtter Bierger) added:

– Participation in the meeting of 13 November 2019 of the SICEC syndicate operating the crematorium in Hamm. At the public meeting, the unchanged contributions for 2020 of the member municipalities and the unchanged tariffs were unanimously approved, as were the 2017 account statements, the rectified budget for 2019 and the budget for 2020. Additionally, staff matters were dealt with.

Councillor Vic BACK (Schëtter Bierger) added additionally:

– Participation in the meeting of the “Supervisory commission” of the Integrated Centre for the Elderly (CIPA) in Niederanven on 18 November 2019. All five member municipalities were represented. 124 persons from Schuttrange are registered on the waiting list of submitted applications for admission, but only 14 would immediately move into a room, including four urgent cases. All rooms reserved for residents of Schuttrange municipality are occupied by 13 persons, with an average age of 88.5 years. Niederanven municipality alone is responsible for the planned expansion with five new rooms of the dementia area as well as for matters of relocation, administration, budget, etc., in agreement with the other five member municipalities.

Councillor Nora FORGIARINI (Déi Gréng) added further:

– Report from the meeting of the SIAS Committee (Syndicat intercommunal à vocation multiple [Intermunicipal association with multiple vocations]) on 30 October 2019, including, inter alia, the following items/information:

Report of the president, approval of the minutes, final approval of the annual accounts for 2017 by the Ministry of the Interior, approval of the rectified budget for 2019 and the budget for 2020, employing a new staff member on 1 August 2019, who has integrated well.

The harmonised waste tax regulations of the SIAS municipalities have received an unqualified opinion from the Ministry of Health, whilst an opinion of the Environment Board is still under analysis. SIAS has participated as a region in the “TOUR de DUERF 2019” (Village tour); next year, communication on this will be enhanced. A student has attended a training programme at the Biological Station. With regard to the “Recycling Centre”, Schuttrange municipality is about to sign the purchase deed of the concerned plot, whilst a discussion of the project, the respective synergies and the respective participation in the financing is planned with the Council of Aldermen. In the budget, an amount of €370,000 is set aside for the pre-planning and implementation planning stages. In the meeting of the climate teams of the four climate pact municipalities of 7 October 2019, it was decided to organise a joint climate pact day on 27 September 2020. On 17 October 2019, a meeting for the presentation of the new SIAS statutes, which are set to come into effect on 1 January 2021, was held in the presence of Minister Dieschbourg; all interested municipalities must notify by 31 January 2020 whether they wish to become members on the conditions of the new statutes. Talks have been held with Hesperange municipality about participation in the Biological Station. In 2019, 84 new biodiversity agreements have been concluded with 32 farmers, each with a validity period of five years. Currently, SIAS is working with 111 farmers in 528 agreements and a surface area of 1,160 hectares. The agreement with Schengen municipality on participating in the Biological Station was approved. Furthermore, staff matters and miscellaneous items have been discussed.

The agenda items were then dealt with as follows:

## **1 Facility Management**

**1.1** Presentation of the maintenance work “Facility Management” for communal buildings and infrastructures.

## **2 Municipal Forests**

### **2.1 Approval of the forestry management plan for the year 2020**

Opinion on the forestry management plan

Forester Pit LACOUR presented the forestry management plan for 2020. The “Committee for agriculture, forestry and rural development” has drawn up a concomitant opinion, which has been submitted to the Municipal Council.

The planned expenditure on forestry for the 226 hectares in total of forestry owned by the municipality, amounts to €379,500. The forester presented an overview of the individual items and activities. In the areas of sustainable forest management, nature conservation in the forest and raising public awareness, these encompass the removal of invasive plants, planting hedges and trees, cleaning and repairing forest paths, including bridle paths, creating islands of waste wood, nature regeneration, renaturation of watercourses. Work was done on only a few selected plots, not in the entire forest. With regard to staff costs, he stated that state employees are pre-financed by the state and that the municipality reimburses the state for the costs actually incurred on the basis of the closing accounts for the year. External service providers are used for special tasks that cannot be handled autonomously, for example when special know-how may be required.

Income is planned in the amount of €204,000, of which €189,000 from the sale of wood. 1,900 m<sup>3</sup> of wood in the form of valuable and industrial wood, mainly of old beech, less of oak and other hardwoods, spruce, pine or Douglas are used for sale or for the community's own needs (wood chips and firewood). Schuttrange municipality is supplied with 2000 stères of woodchip worth €80,000, leading to a not inconsiderable saving of heating oil. Having been asked, the forester explained that the dry summer has led to a lack of water, especially in spruces because of their superficial roots, and infestation of bark beetles, especially in two hectares in the Kateboesch area. However, the forest is regenerating itself.

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) thanked forester Pit LACOUR for his work. He remarked that there is no money to be made from forests nowadays, but that the recreational value, job creation and reduction of heating costs through the supply of woodchips and firewood must also be taken into consideration in this regard.

> Approval was unanimous.

### 3 Communal Finances

#### 3.1 Presentation of the accounts for the year 2018

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) proposed to close the accounts for 2018. It enabled the Council of Aldermen to verify how realistic the original planning has been.

	Budget 2018	Accounts 2018	
Ordinary income 2018	16,767,132.05	17,361,497.67	+3.5 %
Ordinary expenditure 2018	11,843,891.30	11,191,695.31	-5.5 %
Ordinary surplus	4,923,240.75	6,169,802.36	+25.32 %
Extraordinary income	1,232,583.65	1,821,049.01	+47.74 %

	Budget 2018	Accounts 2018	
Extraordinary expenditure	9,192,683.85	5,507,647.14	-40.01 %
Extraordinary shortfall	7,960,100.20	3,686,598.13	-54.00 %

In 2018, a total of €5,507,647.14 was invested in infrastructure of the municipality.

With the surpluses from previous years, the balance for 2018 is €15,790,713.22.

### **3.2 Presentation of the rectified budget for the year 2019 and the planned budget for 2020**

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) presented in detail the planned budget for 2020, which reflects the development planning of the municipality and the policy of the Council of Aldermen in accordance with the Declaration of the Council of Aldermen. Additionally, the rectified budget for 2019 was presented in detail. In closing, the Mayor thanked the staff of the municipality for their good support in preparing the budget.

The presentation in Luxembourgish of the rectified budget for 2019 and the planned budget for 2020 may be found on the following pages. A French and English translation may be found on the web site of the municipality [www.schuttrange.lu](http://www.schuttrange.lu).

### **3.3 Approval of a cession agreement in respect of properties of the railways in the “Rue du Chemin de Fer” in Schrassig.**

As agreed in the preliminary purchase agreement signed on 8 August 2019, the municipality will purchase from CFL (Luxembourg Railways) the land of a road along the track. Because, in return, the municipality will fully absorb the costs of renovating the road, the purchase price of €10,507 does not need to be paid.

> Approval was unanimous.

### **3.4 Approval of a cost estimate for measures within the framework of implementation of the Climate Pact**

Alderman Claude MARSON (LSAP) elaborated upon the cost estimate for the implementation measures within the framework of the Climate Pact. Apart from an energy-saving conversion to LED lighting in the “Pavilion” (2, rue de Beyren) and in the Scouts Chalet at a cost of €13,500 and €2,500 respectively, and the procurement of more water dispensers for the sports facilities at a cost of €5,000, the project involves investment in separate consumer data capturing. In detail, it is planned to install pumps with built-in heat meters to measure the heating and service water demand in buildings (“An der Dällt” campus and in the changing rooms of FC Munsbach), separate capturing of heat quantity generated from woodchip heating and gas boilers

(campus or community), separate capturing of the common heating system (Youth Club respectively Scouts Club), electricity meters for heat pumps in the Crèche as well as an online connection to the monitoring system of the municipality, which amount to a total of €48,500.

> Approval was unanimous.

## **4 Fundamental School Education**

### **4.1 Approval of the plan and cost estimate for the construction of offices, a meeting room and sanitary facilities in the school, sports and cultural centre “An der Dällt” in Munsbach**

With regard to the background of the project, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explained that the school needs two additional offices and one room for meetings with parents. On the other hand, there has long been a need for public toilets for users of the playgrounds on the school campus and of the theatre association for changing rooms, for which the meeting room could also be used. The planned cost of the entire building project amounts to €841,439.

Councillor Serge EICHER (DP) noted that €850,000 will be needed for these offices, sanitary facilities and the conference room. The cost item would be very big compared to a cost of €900,000 for building an entire detached house, including the technical equipment. In addition, against the background of plans to extend or convert the school, he questioned whether the extension submitted for approval is not merely an interim solution. Mayor, Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) said that it would not be a cheap project and that quality and safety come with a price. For a municipality, more stringent regulations apply to buildings for public use than would be the case for private dwellings. The planned extension would not be an interim solution. In any case, all rooms could still be used after the extension of the school and, above all, there was an urgent need.

> Approval was given with six votes in favour and four abstentions (DP group).

## **5 Urbanism**

### **5.1 Approval of the selective amendment of the PAP “Plan d'Aménagement Particulier” (Special Development Plan) “Beim Schloss” in Munsbach – simplified procedure**

The selective PAP change made necessary by modifications to the PAG (Projekt des Allgemeinen Bebauungsplans [General Development Plan Project]) concerns four plots. The objective is that the owner of plot 24 can build in the same dimensions as plot 22 and the adjacent houses. The amendment to be implemented by way of the simplified procedure under the Omnibus Act of 2017 was already positively assessed



by the Council of Aldermen at the beginning of the procedure and by the Ministry of the Interior on 24 October 2019.

> Approval was unanimous.

## **5.2 Approval of the composition of the preliminary jury for the urbanistic competition “A new village centre” in Schuttrange**

The task of the preliminary jury, which has no decision-making authority, is making a preliminary analysis of the submitted projects, their compliance with the specified themes of nature, social, urban development and transport and reporting to the jury. Two representatives each from the Technical Service and the firm Drees & Sommer and one representative from Schroeder & Associés have been proposed for the appointment.

Within the framework of the urban planning competition, Councillor Nicolas WELSCH (DP) remarked that the DP fully supports the idea of making church place and its surroundings as beautiful as possible, with many plants and trees, and little traffic, as a meeting place for residents. Another core demand of the DP group is building a new cultural centre in the municipality. In respect of the results of the two workshops for interested residents held by the firm Drees & Sommer, the DP demands that, in the interest of transparency, the report of Drees & Sommer be published on the website of the municipality.

Without further statements of understanding, as the Municipal Council has also received, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) does not consider publication to be meaningful at the moment. Furthermore, the democratic process had taken place with broad involvement of the Municipal Councils, associations, committees and residents. In any case, a well-founded publication of the results with the corresponding explanations is planned.

> Approval was unanimous.

## **5.3 Approval of the composition of the jury for the urban planning competition “A new village centre” in Schuttrange**

The law provides for the jury to be made up of 13 members. Proposed as members are:

- the Mayor of Schuttrange municipality, local political group “Schëtter Bierger”;
- a representative of the local political party “LSAP – d'Sozialisten”;
- a representative of the local political party “déi Gréng”;
- a representative of the local political party “DP – Demokratësch Partei”;
- a representative of the local political party “CSV – Chrëschtlech Sozial Vollekspartei”;
- a member of the Advisory Committee for Construction and Municipal Development, who is not a member of the Municipal Council;

- a representative of the Ministry of Housing;
- a representative of the Ministry of the Environment, Climate and Sustainable Development, Water Management Office;
- a representative of the Ministry of the Interior, Directorate of Community Planning and Urban Development;
- a representative of the Ministry of Mobility and Public Works, Road Administration;
- a representative of the Chamber of Architects and Civil Engineers;
- a representative of the urban planning and architectural office “Zimplan”;

as alternate members:

- a representative of the Ministry of the Interior, Directorate of Community Planning and Urban Development;
- a representative of the Chamber of Architects and Civil Engineers;
- a representative of the urban planning and architectural office “Zimplan”;

and as secretariat of the jury, without voting rights:

- a member of the Technical Service of the municipality;
- a member of the consultancy firm “Drees & Sommer Luxemburg”.

> Approval was unanimous.

## **6 Reorganisation of the RGTR national bus network**

### **6.1 Opinion on the reorganisation of the RGTR network**

By way of introduction, Alderman Claude MARSON (LSAP) explained that the Municipal Council has discussed the issue for the first time, as far as Schuttrange is affected, during its meeting on 6 November 2019, on the basis of a discussion paper of the Traffic and Transport Commission of 6 November 2019 and an analysis of the consultancy firm Schroeder & Associés, which advises the Municipality on transport issues. On 11 November 2019, the Council of Aldermen has submitted for comment to the Municipal Council the draft of an opinion requested on 23 September 2019 by the Ministry of Mobility, to which the DP group replied on 13 November 2019.

Under the RGTR reorganisation, the following new routes are planned, amongst others:

- Route 302 Lux-Sud/P+R Howald – Trier, via Findel and “Parc d’Activités Syrdall”
- Routes 323/324, running from Sandweiler Station via Contern, Oetrange, Schuttrange and then either through the high street or via Al-Schëtter to Niederanven, though not directly via the motorway up Kirchberg, but via Senningerberg.

The proposed opinion calls for a continuous connection between Neuhaeusgen and the other villages in the municipality and suggests for this purpose an adaptation of

Route 361 (Cargo Centre, Senningerberg, Sandweiler, Neuhaeusgen), either via Munsbach in the form of a loop or via Findel, driving in circles, which would be the preferred solution of the Council of Aldermen. It is also demanded that at least one connection of Routes 323/324 from “Parc d'Activités Syrdall” will run directly up Kirchberg and not only via Senningerberg. Because Niederanven municipality also supports this demand, one is confident about implementation.

According to Alderman Claude MARSON (LSAP), the criticism of the DP that the deadline for submitting the opinion had been passed, it was agreed with the Ministry to ensure that the opinion would nevertheless be taken into account. The public consultation of residents, of which the DP had complained that it had not taken place, had already been carried out by the Ministry of Transport in 2016 and within the framework of Sustainable Mobility Modu2.0 in 2018 with regard to strategy, which encompasses, inter alia, the reorganisation of the RGTR network. The negative effects of the reorganisation, as complained about by the DP, are mitigated by the better connections between the localities and Kirchberg and/or the Central Station, with up to four connections during rush hours, as well as cross-connections with neighbouring municipalities, connections to transfer hubs and to the airport. Additionally, with effect from 1 March 2020, the Adapto bus service will be available free of charge to people with restricted mobility, in order to travel into the city.

In terms of the written comments on the RGTR reorganisation as submitted by the DP group, councillor Serge EICHER (DP) regrets that, unlike in other municipalities, the Council of Aldermen had not organised an informative meeting for giving further explanations with involvement of the residents. Furthermore, he explicitly referred to the working document of the Traffic and Transport Commission, according to which there would be no improvement for Schuttrange, so that the reorganisation is neither positive nor “attractive” for Schuttrange municipality, as claimed in the draft opinion of the Council of Aldermen.

Nicolas WELSCH (DP) quoted the findings of the document submitted by the Traffic Commission:

- a) The reorganisation of the RGTR does NOT bring about any substantial improvements and no greater use of public transport for Schuttrange municipality. It should even be feared that, on account of longer travel times and the need for changing, FEWER passengers will make use of public transport.*
- b) An integrated traffic concept of bus and rail is not discernible and cannot be realised even in the short term, in view of the planning and construction times.*
- c) If the concept presented by the Minister of Infrastructure is introduced unchanged, the municipality will have to organise additional inter-communal bus transport in order to compensate for the shortcomings of “state planning”.*

In the opinion of councillor EICHER (DP), a direct connection up Kirchberg should be established, in order to compensate for time lost as a result of the route via Senningerberg.

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) stated that the proposed amendments to the RGTR network provide for additional frequencies and bus routes. With the changes proposed by the Council of Aldermen, the bus connections will become more attractive for the residents of the municipality.

Councillor Nicolas WELSCH (DP) quoted the Transport Commission, which explicitly states that the amendments proposed by the Ministry do not bring any improvement – but with the changes proposed by the Council of Aldermen the bus connections will be optimised. It is clear that in future all routes will end on Kirchberg, because the city of Luxembourg wants to have buses out of the city centre. This would be the case for all RGTR routes and users of public transport will have to change more often.

In response to the demand of DP group to have the opinion of the Council of Aldermen published along with the document of the Traffic and Transport Commission, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) pointed out that the opinion to be approved is a public document and will indeed be published.

## **7 Social Matters**

### **7.1 Designating two members to represent Schuttrange municipality on the Administrative Board of the Social Welfare Office “Iewëschte Syrdall”**

There are two candidacies for two seats on the Administrative Board from local councillors, who are asked not to take part in the voting for themselves: Mrs Liliane Ries-Leyder, who has been a member of the Administrative Board since 2013 and whose term of office ends on 31 December 2019, and Mrs Alie Altmeisch-Broekman, as successor to Mr Robert PETERS, who is no longer a candidate, to whom Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) conveyed his thanks for many years of unpaid work.

> Both were unanimously elected in a public vote.

Consequently, both candidacies are designated as members to represent Schuttrange municipality on the Administrative Board of the Social Welfare Office “Iewëschte Syrdall”.

### **7.2 Approval for making a flat available for social housing in Schuttrange, 7a, Léegrond**

Schuttrange municipality had bought two plots of land on Léegrond, which had been excluded from a SNHBM (Société Nationale des Habitations à Bon Marché [National Affordable Housing Company]) construction project because of their complicated hillside location, and has built houses intended for social housing. 24 responses have been received following a call for applications to rent the houses, which stipulated criteria such as age, number/age of children, length of residence in the municipality, etc. The Council of Aldermen has selected two candidates, following intensive analysis of the applications. The rental agreements concluded with them come into effect of 1 January 2020, will have a validity period of three years, and can thereafter be

extended annually. The rental fee is determined on the basis of income and the weighted living area and will be adjusted annually. Ancillary costs are for account of the tenant, who must also put up a deposit and maintain insurance cover. Other obligations include careful handling and the carrying out of certain repairs.

Against the background of the objective of promoting social housing for young families, councillor Serge EICHER (DP) questions the compliance with the defined social criteria, in particular age, because both selected persons are over 35 years old, whilst other, younger families would also be eligible. **Mayor Jean-Paul JOST** (Schëtter Bierger) pointed out that all criteria must be taken into account, that it must also be “logement adapté” (adapted accommodation), so that in the case at hand the decision was taken on the basis of the criteria of the number and ages of children. Moreover, enquiries were made with the City of Luxembourg about the handling. Councillor Serge EICHER (DP) pointed out that the very strict interpretation of the Council of Aldermen regarding the terminology of “logement adapté” makes it impossible for young families to rent a flat from the municipality. He argues that the approach of the Council of Aldermen is that in order to meet the criterion of under 35 years of age, a family must either have four children under 12 or the first child must be at least 12 years old, which means that the child would have been born before the mother was 23. Councillor Serge EICHER (DP) considered such an interpretation to be unacceptable and would have expected that the flats would be given to families who have been living in the community for a long time, are under 35 years old and have two children. And obviously, it cannot be ruled out that the family would get a third or fourth child.

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explained that the law governing “Aide au Logement” (housing aid) clearly defines what an “logement adapté” is and that the municipality must comply with this regulation. And currently, the Government is in the process of revising the various stipulations concerning subsidised housing.

After intensive discussion, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) proposed to vote on the two agreements at hand and to request new applications for the flat becoming available following the move to one of the new properties on Léegrond. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) agreed that the municipal regulations may have to be reviewed. They set the various priorities regarding the time spent in the municipality, marital status and number of children, but does not touch upon the regulation concerning the “logement adapté” which is enshrined in law.

Then followed the voting on the flat in Schuttrange, 7a, Léegrond, within the framework of social housing.

> Approval was given with six votes in favour and four against (DP group).

### **7.3 Approval for making a flat available for social housing in Schuttrange, 7b, Léegrond**

Then followed the voting on the flat in Schuttrange, 7b, Léegrond, within the framework of social housing.

> Approval was given with six votes in favour and four against (DP group).

## **8 Advisory Committees**

### **8.1 Designation of members of the School Committee**

After the election of parents' representatives, the School Committee had to be newly populated.

> Approval was unanimously nodded through.

### **8.2 Designation of members of the "Comité d'Encadrement de l'Enfant" (Child Support Committee)**

The "Comité d'Encadrement de l'Enfant" did also have to be populated anew. Councillor Serge EICHER (DP) pointed out that, according to the regulations, a representative of the Parents' Association must also be represented in this "Committee" and that this must still be taken into account, particularly because the Parents' Association does very valuable work for the schoolchildren.

> Approval was unanimous.

## **9 Written Questions of Councillors**

The DP group posed the following question in writing:

### **Renovation of the "Rue du Village" in "Schuttrange Village" – question about current status**

Councillor Serge EICHER (DP) posed the following question: Following the approval of the Municipal Council on 28 November 2018 of the project to straighten the "Rue du Village" in "Schuttrange Village" at a total cost of €2,532,000, the question of the current status arises, because work planned for after the collective holiday 2019 has not yet begun. For the connection of the bicycle path between Uebersyren and "Schuttrange Village" planned in this regard, the agreement reached with the landowner had to be confirmed within four months by notarial deed, which has until now not been done either, so that here too the question of the effect on the validity of the convention and the exchange compromise arises.

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) elaborated that the road building work, for which 300 working days are planned, will commence in January 2020. Because of the complexity, precise planning is required in order to ensure the passage of public transport and school buses, farmers and other road users, if necessary by means of shuttle buses. With

regard to the agreement with the landowner, the appointed notary has also confirmed that the notarial deed of the convention will soon be passed.